

En attente d'une réponse du fédéral à la suite de sa demande de financement de 26 millions \$

L'Institut 9-1-1 « prêt-à-démarrer » à La Cité



JONATHAN
BLOUIN
jblouin@ledroit.com

La Cité collégiale est en mode attente avec son projet d'Institut 9-1-1, un nouveau pavillon voué à la formation en matière de mesures d'urgence. Une demande de financement de 26 millions \$ a été déposée à la fin du mois de mars et l'établissement postsecondaire espère obtenir l'aval du gouvernement fédéral afin d'aller de l'avant avec les travaux d'ici juin prochain.

Si l'échéancier est respecté, ce projet « prêt-à-démarrer » pourrait être complété en juin 2010 et accueillir les premiers élèves lors de la rentrée 2010.

Ce nouveau bâtiment, de près de 100 000 pieds carrés, permettra à l'institution de regrouper

près d'une dizaine de formations reliées à la sécurité et aux mesures d'urgences. Les détails entourant cette expansion ont été dévoilés pour la première fois plus tôt cette semaine, lors d'une consultation publique.

Ce projet s'inscrit d'ailleurs dans le plan stratégique quinquennal de La Cité, qui souhaite accueillir 4000 étudiants à temps plein d'ici 2013. À l'heure actuelle, l'établissement en compte quelque 3350.

Trois nouveaux programmes

«Le projet nous permettra d'atteindre notre objectif de 4000 étudiants. En ce moment, nous avons besoin de plus d'espace pour aménager de nouveaux programmes et accueillir une plus grande clientèle», a expliqué la directrice du développement des régions à La Cité, Mona Fortier.

Aménagé sur quatre étages, ce nouvel édifice, qui vise une certification environnementale LEED, sera aménagé en bordure du terrain de soccer sur le campus de la promenade de l'Aviation.

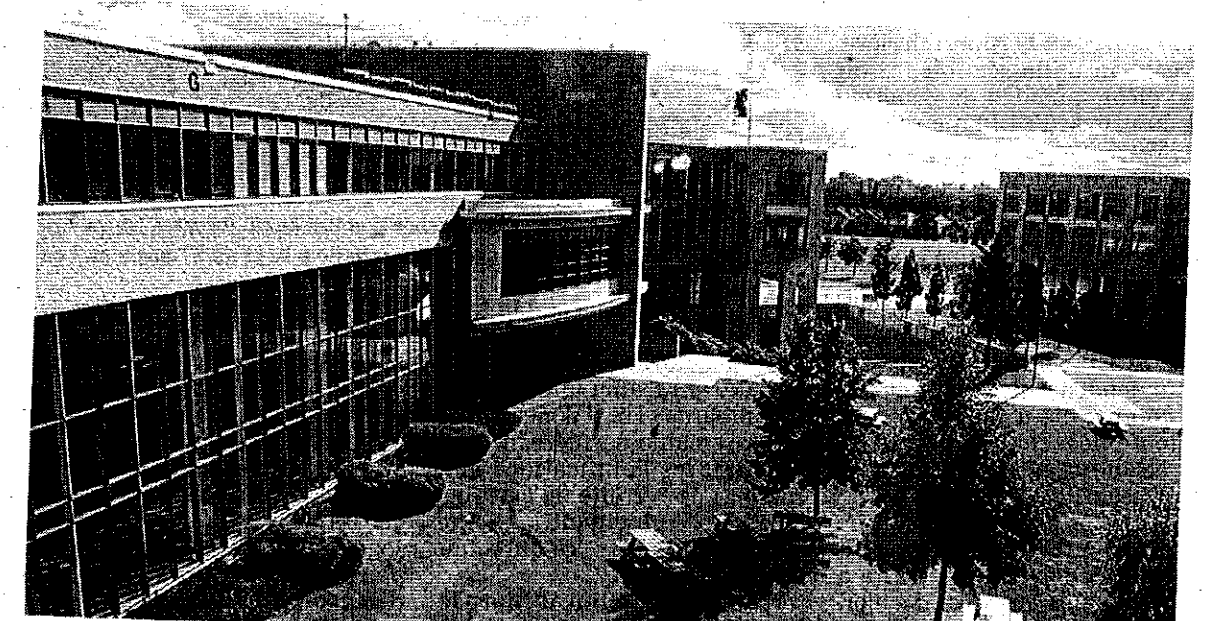
Il accueillera notamment les étudiants en techniques des services policiers, des services d'incendie et des soins paramédicaux. La Cité en profitera pour instaurer trois nouveaux

programmes en communication 9-1-1, en gestion de la sécurité des transports et en gestion des centres d'opération et des services d'urgence. «On fait toujours de la recherche avant d'instaurer de nouveaux programmes. Dans le domaine (des services d'urgence), il va y avoir un besoin au cours des cinq prochaines années», a ajouté M^{me} Fortier.

Qui plus est, le nouvel édifice comprendra un complexe d'en-

traînement et des laboratoires, permettant ainsi des simulations pratiques. Divers partenariats pourraient aussi être élaborés avec la Ville d'Ottawa.

La demande a été déposée dans le cadre du programme d'infrastructure du savoir, un fonds de deux milliards créé par le fédéral, en partenariat avec les provinces, pour subvenir aux besoins des institutions postsecondaires.



ARCHIVES, LeDroit

La Cité collégiale souhaite passer le cap de 4000 étudiants à temps plein d'ici 2013.

Entretien : les solutions de Michelle Courchesne

Elle se méfie des recettes miracles et ne jure que par l'adaptation aux besoins. Fourmi besogneuse et entêtée, la ministre de l'Éducation a-t-elle des solutions pour remettre le réseau public sur les rails ?

par Isabelle Grégoire et Carole Beaulieu
publié dans *L'actualité* du 15 mai 2009

Les écoles du Québec n'auront pas plus de pouvoir et ne pourront pas recruter leur propre personnel, en dépit [des recommandations d'un collectif de six « sages » du monde de l'éducation](#) qui estime que les établissements d'enseignement étouffent, victimes de la bureaucratie et de la technocratie. La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, n'est pas friande des « solutions uniques » pour répondre aux défis complexes que doit relever ce réseau public d'éducation québécois qu'elle connaît bien.

Il y a d'autres façons de donner de l'oxygène aux écoles et de débureaucratiser les commissions scolaires, dit-elle. Tout comme il n'y a pas qu'une seule solution à cette épidémie de décrochage scolaire qui menace l'avenir du Québec. La mèche bagarreuse et la voix cassée, Michelle Courchesne est sur tous les fronts en ce printemps 2009. Déterminée, la ministre assure qu'elle mettra en œuvre [les 10 recommandations du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires](#). Le gouvernement viserait donc à réduire le décrochage scolaire de 31 % à 20 % d'ici 2020. Comment ? En engageant quelles sommes ? Les détails ne seront annoncés qu'en mai, avec des cibles nationales et par commission scolaire.



À LIRE AUSSI

• [Pour naviguer plus loin](#)

L'actualité a rencontré la ministre à son bureau de Montréal.

Quelle est la meilleure façon de contrer le décrochage ?

— Il n'y a pas une, mais des solutions, et il n'y a pas de solution unique pour tout le Québec. Il faudra procéder par territoire, parce que la réalité de la Gaspésie, de Laval ou de l'Abitibi n'est pas celle de Montréal. Chaque milieu socioéconomique est différent. Jacques Ménard a justement constitué un groupe de travail sur la question, qui a produit récemment un excellent rapport. J'indiquerai sous peu l'approche que le gouvernement préconisera pour y donner suite.

L'aide aux enfants en difficulté fait partie de vos priorités. Le cheminement particulier est-il appelé à disparaître au profit de l'intégration de ces enfants ?

— Les classes spéciales ne seront pas abolies. Ça ne rend service à personne ! Au contraire, il va y en avoir plus. Mais elles ne doivent pas être un stationnement ! Notre défi est de les rendre aussi stimulantes que les classes normales. On a toutefois énormément de travail à faire pour s'assurer que chaque élève reçoit le bon niveau de service ; on doit donc établir les bons diagnostics. Et il faudra attendre au moins deux ans avant de voir des résultats. Il faut aussi que les commissions scolaires réfléchissent différemment, qu'elles définissent les besoins des enfants avant de parler de budget.

Les enfants de la réforme entreront au cégep en 2010, et le réseau collégial ne

sait toujours pas quel bagage ils auront. Comment se fera l'arrimage entre le secondaire et le collégial ?

— Je comprends que les enseignants du cégep s'inquiètent du manque de connaissances de cette génération. Aussi ai-je rencontré Gaëtan Boucher [NDLR : le PDG de la Fédération des cégeps], et nous avons convenu de la nécessité de former une table de concertation pour veiller à la coordination des deux niveaux et préparer les enseignants des cégeps à accueillir les jeunes. Si nécessaire, des mises au point pourront être apportées afin que la transition se fasse avec succès, sans pénaliser les uns ou les autres. Le test ultime sera de voir si le niveau de connaissances des jeunes est bon. Une des difficultés réside dans l'approfondissement de ces connaissances. Quand elles ne sont pas approfondies, on les oublie plus rapidement. Et il est important de les maîtriser pour les utiliser à des fins plus abstraites, en philosophie ou en sciences par exemple.

Vous n'avez pas voulu abolir la réforme scolaire. Êtes-vous d'accord avec ses fondements théoriques ?

— J'avoue que si j'avais des enfants d'âge scolaire, je serais préoccupée et je poserais des questions. Dans la pédagogie par projets, on est allé trop loin. Je l'ai vu dans une école : dans les corridors et les classes, il n'y avait plus un pouce carré de libre, pas même au plafond ! [Rire] Ça fait beaucoup de papier mâché ! Il fallait réajuster le tir.

Quelles sont vos priorités pour redresser la réforme ?

— L'amélioration de l'enseignement du français et le plan d'action pour les enfants en difficulté d'apprentissage, annoncé en juin. L'année 2009 est celle de la mise en œuvre et de la continuité dans ces dossiers. Ils comportent des changements d'envergure qui visent l'acquisition et l'évaluation des connaissances.

Quel bilan faites-vous de vos premières mises au point : bulletin chiffré, dictée, évaluation des connaissances ?

— Ça va bien. J'ai demandé que des équipes du Ministère soient déployées dans les territoires de toutes les commissions scolaires pour accompagner les écoles. Par exemple, en français, il doit désormais y avoir une heure de lecture par jour et la préparation d'un texte écrit par semaine. Nous avons publié des guides pour que les enseignants puissent s'appuyer sur des façons de faire et sachent ce qu'ils doivent mesurer. Et nous avons déterminé à quel moment de l'année les élèves doivent avoir acquis certaines connaissances. Avant, tout se faisait sur une base de deux ans et les enseignants se débrouillaient seuls.

Le retour du bulletin chiffré a répondu à bien des attentes, mais il n'est pas forcément plus clair.

— On a fourni des modèles plus simples et j'ai beaucoup de témoignages positifs. Le bulletin va toutefois connaître une deuxième étape : en plus des compétences, nous allons évaluer les connaissances. Non, non, ce ne sera pas plus compliqué ! [Rire] Il faut que les parents puissent connaître les forces et les faiblesses de leur enfant, le situer à l'intérieur du groupe. Tant que des parents me diront qu'ils ne comprennent pas le bulletin, je vais l'améliorer. Et croyez-moi : j'ai une tête de cochon !

On a souvent l'impression que les spécialistes du Ministère s'inventent des métalangages... N'est-ce pas cela qu'il faut changer : le personnel du Ministère

et son fonctionnement ?

— Ce n'est pas vraiment le personnel du Ministère qui crée ce jargon. Nous confions à des pédagogues de l'extérieur des mandats précis : élaborer un programme, un examen, une approche pédagogique... Là où vous avez raison, c'est qu'il y a parfois un manque de suivi auprès de ces spécialistes. Je l'ai vu récemment dans l'élaboration de l'examen final de mathématiques de 4^e secondaire. Ce n'est que lorsque l'examen est arrivé que les fonctionnaires se sont aperçus qu'il était difficilement applicable... Il aurait fallu suivre son évolution de près. C'est cette façon de travailler que nous essayons de changer. Avec un objectif en tête : favoriser la réussite de l'élève, la réussite au sens noble, pas le nivellement par le bas.

Êtes-vous en faveur des programmes sélectifs fondés sur les notes ?

— Je suis en faveur de certains d'entre eux, comme le bac international ou les programmes de sport-études, parce qu'ils peuvent permettre d'augmenter la persévérance à l'école. Comme ils ne sont pas universels, il faut un processus de sélection. Mais on doit faire des distinctions entre les programmes. Dans son essence même, le bac international est plus exigeant. Mais la sélection fondée sur les notes devra être revue dans le cas d'autres programmes, comme le sport-études ; autrement, on prive des enfants. J'ai moi-même eu un enfant en difficulté, et s'il a réussi ses études, c'est grâce à une passion qu'on lui a permis de vivre.

Plus de 5 000 adultes attendent de pouvoir suivre une formation à temps partiel au cégep. Comptez-vous assouplir l'accès à cette formation ?

— On a amorcé les discussions avec la Fédération des cégeps. Mais cela sous-entend une réorganisation du travail et des conventions collectives afin de pouvoir offrir des cours la fin de semaine. La volonté est là, et tous les partenaires du marché du travail sont d'accord. Même les syndicats.

Avez-vous fait des progrès dans la modernisation des commissions scolaires ?

— Le projet de loi 88 vient d'être adopté. La loi sera probablement en vigueur au début de l'été et nous établissons les calendriers de mise en œuvre. Il y a certaines résistances, mais dans l'ensemble, c'est très encourageant. Je dois m'assurer que le Ministère accompagne étroitement toutes les commissions scolaires dans ce processus [voir l'encadré ci-dessus].

Des médias, dont L'actualité, publient des classements des écoles secondaires. Les trouvez-vous utiles ?

— Ce sont des guides, mais les parents ne peuvent pas choisir strictement grâce à eux. Il faut se renseigner et, surtout, s'assurer que l'école convient à l'enfant. Des parents vont aussi choisir l'école en fonction de leurs valeurs, de leur mode de vie, de leurs ambitions...

Quelle est votre position sur le débat public-privé ?

— Je crois au libre choix. Cela dit, bien que je reconnaisse le soutien aux écoles privées, je suis d'abord ministre de l'Éducation publique. Tant que je serai là, je m'engagerai à la revaloriser, surtout au secondaire. Mais il faut préciser que, sur un budget de neuf milliards, l'appui au privé est de 300 millions. Si l'État se retirait, il est évident que beaucoup de parents n'auraient plus les moyens d'en voyer leurs enfants à l'école privée. Est-ce que 300 millions suffiraient à les accueillir tous au public ?

Le Québec manque d'enseignants. Ne serait-il pas temps de rétablir le certificat en pédagogie d'un an, au lieu d'obliger un bachelier à faire un autre bac de quatre ans en éducation pour enseigner au secondaire la matière qui le passionne ?

— Les bacheliers en mathématiques, en français et en sciences et technologies peuvent maintenant suivre une formation en pédagogie de 2^e cycle, ce qui représente deux années d'études à temps plein. Je voudrais que cela soit étendu à toutes les matières : nous y travaillons.

L'ex-ministre de l'Éducation François Legault nous disait rêver du jour où les écoles remettraient aux parents un relevé de la performance de l'établissement que fréquente leur enfant. Ça n'existe toujours pas...

— C'est dans la loi 88 ! Les écoles seront obligées d'avoir des objectifs et des indicateurs de performance, et elles devront les communiquer aux parents. Ainsi, en français, elles devront communiquer les résultats de chaque classe. Et chaque année, elles devront dire si elles ont atteint leurs objectifs ou pas.

Loi 88 : transparence et plans de réussite

Moderniser les commissions scolaires et rétablir la confiance entre les parents et l'école, c'est ce que vise la loi 88, qui modifie la Loi sur l'instruction publique. Désormais, chaque commission scolaire devra :

- Signer avec le ministre une convention de partenariat précisant les objectifs à atteindre (résultats en français, en mathématiques ou autre matière, lutte contre le décrochage, etc.) et les mesures pour y arriver. Objectifs et résultats seront rendus publics.
- Ratifier avec chacune de ses écoles une « convention de gestion et de réussite éducative » adaptée aux besoins particuliers des élèves. Là encore, objectifs et résultats seront publiés.
- Se doter d'un mécanisme de traitement des plaintes, notamment en désignant un protecteur de l'élève indépendant. Ce protecteur s'assurera que les décisions administratives touchant un élève sont justes, mais ne s'occupera pas de la relation professeur-élève.
- Réduire le nombre de commissaires élus, mais intégrer des commissaires-parents (non élus). Le président de la commission scolaire sera désormais élu au suffrage universel.

Abduction thwarted by day-care staff

THE OTTAWA CITIZEN MAY 2, 2009

Ottawa police are looking for a man in his 40s who tried to enter a day care in the Fallingbrook area in what police are calling an attempted abduction.

The man attempted to enter the day care around midday, police said, saying he had permission from the parents of a six-year-old girl to pick her up. Staff refused to let the man in, and when he insisted, they closed the door, according to police. The man reportedly left the area, but it is not known whether he has access to a vehicle. The man is described as being between 40 to 45 years old, 5-foot-8 to 5-foot-10, of a medium build, with short dark hair and wearing prescription glass with dark-coloured, thick frames. He was also wearing a dark-coloured zippered jacket, dark brown or black leather gloves and dark blue jeans. He is described as English-speaking with no discernible accent, and he may have an injury to one of his hands. Police ask anyone with information to contact the Ottawa Police Service Sexual Assault/Child Abuse Unit at 613-236-1222 ext: 5944, or Crime Stoppers at 613-233-8477 (TIPS) or toll free at 1-800-222-8477.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen



cyberpresse.ca

Contactez la salle de rédaction

Publié le 04 mai 2009 à 23h03 | Mis à jour le 04 mai 2009 à 23h06

Fermeture de l'école Raymond

La commission scolaire dit qu'elle n'a rien à se reprocher



Archives, LeDroit



Catherine Lamontagne
Le Droit

La direction de la Commission scolaire des Draveurs de l'Outaouais (CSD) affirme avoir suivi à la lettre le processus à la Loi sur l'instruction publique dans le dossier de la fermeture de l'école Raymond et nie s'être entretenue avec la Commission scolaire Western Québec (CSWQ) concernant une vente éventuelle de l'immeuble.

« La démarche de la commission scolaire respecte les différentes politiques en place et le conseil d'établissement a été mis au courant des procédures à chaque étape du processus », affirme le président de la CSD Julien Croteau, en réaction aux propos tenus par le

président du Conseil d'établissement le 1er mai.

Dans une lettre envoyée à la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, le Conseil d'établissement de l'école Raymond remettait en question le processus menant à la décision de la CSD et affirmait que la fermeture de l'établissement scolaire avait été engendrée par la possibilité de vendre l'immeuble de la rue Brébeuf à la CSWQ.

De son côté, La CSD confirme qu'il y a eu une visite d'un organisme à but non lucratif à l'école Raymond en avril 2008 mais pas celle de la CSWQ.

Organisme sans but lucratif

« Un organisme à but non lucratif est venu à l'école Raymond en avril 2008. La direction n'était pas au courant des procédures et a laissé les individus en question visiter l'école. Lorsque nous avons été mis au courant de la situation, nous avons expliqué à la direction qu'elle ne pouvait pas agir ainsi et il n'y a eu aucune visite des lieux par la suite », affirme M. Croteau.

Le président du Conseil d'établissement de l'école Raymond, André Lebeau, n'a pas eu la confirmation de la CSWQ concernant une telle visite mais affirme que deux employés de la CSD ont vu des représentants de la commission scolaire anglophone dans les couloirs de l'école au cours de l'année scolaire 2007-2008.

Le président de la CSWQ n'avait pas retourné les appels du Droit au moment de mettre sous presse hier.

En janvier dernier, la CSD a signé l'arrêt de mort de l'école Raymond, arguant que l'établissement ne serait plus utilisé qu'à 50 % de sa capacité d'ici 2012.

L'école doit fermer ses portes à la fin de l'année scolaire et sa clientèle doit être déplacée vers les écoles de L'Odyssée et de La Montée.

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

LOTÉRIE
de L'Hôpital d'Ottawa et du CHEO

VOTRE MEILLEURE CHANCE DE GAGNER
1,3 MILLION \$

POUR L'ACHAT DE BILLETS APPELEZ AU (613)730-1-4946 OU 1-877-730-1-4946

cyberpresse.ca

LeDroit

613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com

Publié le 04 mai 2009 à 23h10 | Mis à jour le 04 mai 2009 à 23h15

Laurence Lebel est une des lauréates du concours Chapeau, les filles !

Une étudiante de l'Outaouais fait sa marque



Catherine Lamontagne
Le Droit

Une étudiante provenant de la région de l'Outaouais a gagné une bourse de 2000 \$, hier, dans le cadre du concours Chapeau, les filles !.

Laurence Lebel, une jeune femme de 19 ans native de Québec mais résidente de Cantley depuis plusieurs années, est la lauréate d'un prix Excellence Science offert par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Métiers non traditionnels

À l'instar des autres bourses offertes par le concours Chapeau, les filles !, ce prix est remis aux femmes inscrites à un programme de formation menant à l'exercice d'une profession ou d'un métier traditionnellement masculins. Étudiante en génie mécanique à l'École Polytechnique de Montréal, Laurence Lebel correspond parfaitement à ce profil et ne cache pas les difficultés inhérentes à son choix de carrière.

« J'ai toujours étudié dans des classes à majorité féminine. Lorsque j'étais au Cégep de l'Outaouais, il y avait seulement un garçon dans la classe. Je dois avouer avoir eu un choc lorsque je suis arrivé en génie mécanique où il y a seulement quatre ou cinq filles par groupe. Il s'agit d'une véritable adaptation et il faut s'adapter à une perspective d'homme tout en étant soi-même. J'ai eu des remises en question assez fréquente », confie la jeune femme qui entamera la deuxième année de son baccalauréat en septembre.

Changer les choses

La passion de Laurence Lebel pour le mécanisme de différent objet l'a toutefois emporté sur les craintes du début. À un point tel qu'elle aimerait maintenant compléter une maîtrise en génie naval après son baccalauréat afin de rendre les transports maritimes plus « verts ».

« On parle beaucoup de voitures écologiques et de stratégies dont le but est de diminuer l'émission de gaz à effet de serre de celles-ci. On parle très peu des bateaux et pourtant, il participe en grande partie à la pollution de l'atmosphère et de l'eau », a raconté Laurence Lebel au Droit.

« Ma conscience écologique m'a beaucoup guidée dans mon choix de carrière et je me suis inscrite en génie



cyberpresse.ca

Publié le 05 mai 2009 à 06h44 | Mis à jour à 06h49

Moins de décrochage à English Montreal



L'école John F. Kennedy se situe en queue de peloton dans le palmarès de l'Institut économique de Montréal: 457e sur 477, la 477e étant la plus faible.
Photo: Alain Roberge, La Presse



Michèle Ouimet
La Presse

Les chiffres sont renversants: 42,5% des élèves de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) obtiennent leur diplôme d'études secondaires en cinq ans, comparativement à 71,4% à la Commission scolaire English Montreal (CSEM), un écart vertigineux de 29 points.

Pourquoi? Les experts avouent leur ignorance. «Ce n'est pas un phénomène sur lequel on s'est penché», explique Pierre Potvin, professeur au département de psychoéducation à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Le directeur général de la CSEM, Antonio Lacroce, et la présidente de la CSDM, Diane De Courcy, sont tout aussi perplexes.

C'est peut-être un effet de la loi 101. La CSEM n'a pas le droit d'accueillir les enfants des immigrants qui n'ont pas étudié en anglais au Canada. Les jeunes qui arrivent de partout dans le monde aboutissent donc dans les classes d'accueil de la CSDM. Ils sont souvent sous-scolarisés.

Les écoles secondaires de la CSEM n'ont aucune classe d'accueil. La CSDM en a 74, dont la moitié reçoit des élèves sous-scolarisés.

Autre réalité : l'écart économique entre les anglophones et les francophones. Les élèves de la CSEM proviennent de familles plus riches que ceux de la CSDM. Chaque année, le comité de gestion de la taxe scolaire classe les 90 écoles secondaires de l'île selon un indice de défavorisation. Sur les 30 écoles les plus pauvres, 18 appartiennent à la CSDM, 6 à la CSEM.

Les élèves des écoles favorisées ont une fois et demie plus de chances d'obtenir leur diplôme qu'un élève d'une école pauvre.

La présence massive des écoles privées joue aussi un rôle. La CSEM perd 14% de ses élèves dans le délicat

passage entre le primaire et le secondaire. La plupart des élèves perdus s'inscrivent au privé. À la CSDM, ce taux est deux fois plus élevé, soit 30%.

Là encore, les statistiques parlent : un élève du privé a cinq fois plus de chances d'obtenir son diplôme qu'un élève du public.

L'abîme entre les anglophones et les francophones se limite à Montréal. En Estrie, 44,3% des élèves de la Commission scolaire Eastern Townships obtiennent leur diplôme, comparativement à 50% pour les trois commissions scolaires francophones. En Outaouais, 60% des élèves de la Commission scolaire Western Quebec décrochent leur diplôme en cinq ans, alors que les quatre commissions scolaires francophones de la région affichent des taux légèrement inférieurs, qui oscillent entre 53 et 58%.

Les anglophones n'ont donc pas un cerveau plus performant que celui des francophones.

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Michelle Courchesne : «J'ai une petite nostalgie du cours classique»

Elle en a fait du chemin depuis le putsch raté à l'Hôtel de ville de Laval en 1985. On dit même de Michelle Courchesne qu'elle est du bois dont on fait les premiers ministres...

par Danielle Stanton

publié dans *L'actualite.com* le 23 avril 2009

Au premier contact, Michelle Courchesne affiche une certaine rudesse. « Allez-y, posez-les, vos questions ! » lance-t-elle sur un ton brusque en s'asseyant à son bureau. La ministre de l'Éducation ne connaît qu'une façon de fonctionner : elle va directement au but. Mais pendant trois heures, il n'y aura pas plus disponible qu'elle. Ni plus couventine. « Mon *look* est trop classique. Je devrais faire un effort pour m'habiller plus sexy ; j'ai l'air d'une maîtresse d'école avec mes lunettes. » Fidèle à sa réputation, Michelle Courchesne ne se complait pas dans la langue de bois !



Photo: J.F. Lemire

À LIRE AUSSI

- [Les mille travaux de Michelle Courchesne](#)

La vie est étrange. À la fin des années 1960, la jeune fille passait beaucoup de temps chez sa copine Francine, fille de Jean-Guy Cardinal, ministre de l'Éducation. À 55 ans, la voici assise dans le même fauteuil. « Elle a eu l'occasion de voir à quel point la politique dévore la vie des élus, observe son amie. Et pourtant, elle a choisi cette voie. Il faut croire que c'était son destin. »

Un destin qui a bien mal commencé : sa première expérience en politique s'est soldée par un désastre. Éluée conseillère municipale à Laval, en 1980, elle a dû démissionner cinq ans plus tard à la suite d'un putsch raté du conseil de direction — dont elle faisait partie — contre le maire en place. « J'étais jeune et bien inexpérimentée, plaide-t-elle en soupirant et en secouant son casque de cheveux noirs. C'est de loin le pire moment de mon parcours. » On le devine.

La droiture de Michelle Courchesne est de notoriété publique. « On peut compter sur moi », affirme-t-elle. Labeur, sueur, rigueur : telle pourrait être sa devise. C'est une fille de principes. Une femme de devoir.

Ses bons coups ? La ratification de la délicate entente sur les congés parentaux avec Ottawa, en 2005, lorsqu'elle était ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ou encore la politique culturelle du Québec, adoptée en 1992, dossier dans lequel elle a, en tant que sous-ministre en titre, épaulé la ministre de la Culture et des Communications Liza Frulla.

« Quand on me donne un mandat, je le remplis », dit-elle. Jean Charest ne s'est pas trompé en la nommant ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, en avril 2007. Sa performance figure parmi celles qui ont permis au gouvernement de sauver la face durant un début de mandat poussif. Elle a secoué la cage à la réforme scolaire en cours, remis à l'honneur la dictée, réinstauré le redoublement et le bulletin chiffré. Elle a aussi proposé un encadrement plus serré des commissions scolaires. Sans oublier ses prises de position contre la violence dans le hockey junior majeur. Le tout avec

courage, culot. Et brio.

« Elle fait merveille à l'Éducation », écrivait le chroniqueur Michel David dans *Le Devoir* en juin 2008, au moment où la ministre était citée comme successeuse possible de Philippe Couillard à la Santé. « Elle a fait preuve d'autorité, sans se laisser impressionner par les théories fumeuses qui émanent de son ministère, estime l'historien Éric Bédard, membre du Collectif pour une éducation de qualité. Elle a un bon instinct et on sent qu'elle s'intéresse vraiment à ses dossiers. Ça nous change de certains de ses prédécesseurs. »

Une bonne note globale, donc. Assortie de quelques « peut faire mieux ». « Elle corrige un à un des morceaux de la réforme, mais refuse d'exercer un vrai leadership en mettant la bête à mort pour de bon, déplore Éric Bédard. Stratégie pour ne déplaire à personne ? Cette ambivalence m'agace. »

Son très attendu plan d'action pour les enfants en difficulté d'apprentissage, présenté l'an dernier, a été mal reçu. Notamment par la Fédération des syndicats de l'enseignement. « La ministre Courchesne s'est toujours montrée remarquablement accessible et je lui lève mon chapeau, dit la présidente sortante, Johanne Fortier. Mais elle devrait nous écouter davantage ; nous sommes les experts de l'éducation, après tout. » Un certain populisme, voilà ce qu'elle reproche à la ministre. « La dictée, le bulletin chiffré, ce sont des symboles qui rassurent les parents. Alors, j'attends la suite. Mais je suis prête à donner la chance au coureur. »

De fait, Michelle Courchesne court, toujours. Elle marche vite, parle vite, bouge vite. C'est sa nature. « Ma mère adore la vitesse : si j'étais riche, je lui achèterais une Ferrari ! » dit en rigolant le plus jeune de ses deux fils, Louis-Charles, 22 ans, étudiant en sciences politiques à l'Université de Montréal. Cette femme est sous tension. « Parfois, on a envie de lui dire de prendre ça *cool*, de se détendre un peu », fait remarquer son amie Martine Lavoie.

Un modèle de détermination ! C'est l'image qu'Yves Dupré retient d'elle depuis l'époque où il agissait à titre de conseiller aux élections municipales de 1980 à Laval. « Tu lui donnais un dossier de 500 pages à lire et, garanti, le lendemain, elle l'avait parcouru en entier et te revenait avec une liste de suggestions, se rappelle le président d'Octane Communications. Elle savait où elle s'en allait ! » Et elle n'a pas changé, a-t-il récemment constaté au terme de plusieurs heures en sa compagnie, en vue de la publication d'un livre sur les femmes en politique. « Enfermez-la dans un bureau pour bosser et elle en sera ravie. »

Travailler à ses côtés ne tiendrait pas de la sinécure ! « Elle est capable, sans prévenir, de faire un virage à 180 degrés dans un dossier afin de rectifier le tir. Disons que ça peut être déroutant ! » rapporte Benoît Gignac, qu'elle avait engagé comme relationniste pendant son mandat de directrice générale à l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM), de 1995 à 2000 (voir « La femme orchestre », 1^{er} nov. 1996).

Le processus a peu d'importance à ses yeux. Le résultat, c'est tout ce qu'elle veut, explique André Dorval, qui l'a côtoyée à titre de directeur des communications au ministère de la Culture et des Communications. « Elle n'enfreint pas les règles. Mais elle ne s'enferme pas non plus dans les fleurs du tapis bureaucratique ! Les fonctionnaires un tant soit peu *by the book* la trouvaient parfois irritante », se rappelle le cadre à la retraite. « Pour obtenir des résultats », dit un autre fonctionnaire, qui préfère qu'on taise son nom, « elle peut être énervante comme la mouche du coche ! »

Elle fonce toujours droit vers son but, comme un tank. Mais en prenant garde de ne pas écraser un oiseau. Tous le disent : elle a du cœur. « Je l'ai vue plus d'une fois modifier ses stratégies pour prendre en compte la situation personnelle difficile que

vivait un employé, raconte André Dorval. Pour cela, elle aura toujours mon estime. »

Au fil de l'entrevue, la voix de Michelle Courchesne se cassera à plusieurs reprises. Son émotivité est de notoriété publique. Et cela la choque. « Je suis tant d'autres choses », se défend-elle, un regret dans la voix. « Je n'aurais jamais sa force », avoue Liza Frulla, admirative devant l'ex-collègue devenue amie. « Tout ce qu'elle a, Michelle l'a eu à l'arraché. Elle ne doit rien à personne. » Sur le plan professionnel, c'est un colosse. Lorsqu'il est question de sa vie privée, elle devient un colosse aux pieds d'argile.

Son mari, l'ingénieur-conseil Normand Filiatrault, est atteint depuis quelques années de la maladie d'Alzheimer. Il y a en réalité plus de 15 ans que la mort hante la vie de Michelle Courchesne. « J'ai accompagné mes parents et deux autres personnes malades jusqu'à la fin. » Ses deux fils l'entourent de leur mieux, mais... « Quand je rentre chez moi, je vis beaucoup de solitude », confie cette fille unique, avant de se ressaisir. « Ma mère ne permettait pas que l'on s'apitoie sur notre sort. C'était une maîtresse femme. » Qui l'a beaucoup influencée.

C'est auprès de cette femme aimante et exigeante que Michelle Courchesne grandit. Née à Trois-Rivières en 1953, elle y habite jusqu'au divorce de ses parents. Elle a alors 10 ans et suit sa mère à Montréal. Pendant 15 ans, elle n'aura aucun lien avec son père, vendeur d'automobiles. « Quand j'ai moi-même divorcé de mon premier mari, à 25 ans, j'ai repris contact avec lui. »

Sa mère lui transmet une valeur sacrée : le travail. Et une passion : la politique. « Je l'écoutais en discuter avec plaisir. La politique française m'a toujours fascinée », dit Michelle Courchesne, qui lit *Le Point*, *L'Express* et *Le Nouvel Observateur*, et qui sait tout de Talleyrand et de Napoléon.

Jeune fille, elle fait son cours classique au collège Brébeuf. Pierre Boivin, aujourd'hui président du Canadien de Montréal, était un de ses condisciples. Et admirateurs : « C'était une des plus belles filles du collège. » Ils sont restés bons amis : la ministre du Sport et lui se rencontrent encore souvent « pour parler projets et orientations ».

Michelle étudie ensuite à l'Université de Montréal. C'étaient les grandes années du féminisme. Elle choisit la sociologie. « Ma mère aurait préféré le droit. C'était ma petite rébellion à moi. Mais j'ai un tel plaisir intellectuel à fabriquer des lois que, parfois, je me dis que j'aurais dû l'écouter. » Sa formation de sociologue — auprès des bonzes Guy Rocher et Marc el Rioux — lui est tout de même précieuse au quotidien. « J'y ai acquis une solide pensée analytique. » Son bac terminé, elle change toutefois de cap et fait une maîtrise en urbanisme, qu'elle achève en 1977. « Je suis Taureau, explique-t-elle en frappant trois coups secs sur la table. La sociologie me semblait trop théorique. Et honnêtement, j'avais peur de ne pas trouver d'emploi dans ce domaine. L'insécurité financière de ma jeunesse m'a marquée. »

Elle travaille quelques années en urbanisme, mais c'est la politique municipale qui viendra satisfaire son côté terre à terre. La ministre de la Culture et des Communications Lise Bacon (élue dans la circonscription de Chomedey, à Laval) la remarque alors et lui offre, en 1988, un poste de sous-ministre adjointe à la Culture. « Elle était dynamique et près des gens », se rappelle Lise Bacon, maintenant sénatrice libérale. Deux ans plus tard, en 1990, Liza Frulla devient ministre et fait de Michelle Courchesne sa sous-ministre en titre. « Nous formions un duo d'enfer ! Jamais je n'ai retrouvé une aussi parfaite complémentarité au travail », dit-elle. L'une au politique, l'autre à l'administratif, elles mèneront à bon port la politique culturelle du Québec, qui donnera naissance au Conseil des arts et des lettres, en 1992.

Si tous les morceaux de cette vaste politique ont pu se mettre en place vite et bien, c'est beaucoup grâce à Michelle Courchesne, explique la directrice générale du

Grand Théâtre de Québec, Ann Mundy, qui était directrice de cabinet de la ministre.
« Elle n'avait pas les deux pieds dans la même bottine et ne comptait pas ses heures.
En fait, je ne me rappelle pas l'avoir vu manger : elle travaillait tout le temps ! »

Il faut dire qu'elle était dans son élément. « Michelle est maniaque de culture. Théâtre, danse, opéra, elle connaît tout et s'intéresse à tout », souligne son amie Martine Lavoie.

Sa nomination comme directrice générale de l'OSM, en 1995, s'inscrit dans le droit fil de ses centres d'intérêt et compétences. Sous sa direction, l'Orchestre effectuera un virage salutaire : les sources de financement seront diversifiées, les relations de travail harmonisées et l'auditoire renouvelé. Elle garde d'ailleurs un excellent souvenir de son passage là-bas. Trop, même. « Je suis partie en 2000, mais j'ai encore de la difficulté à aller voir un concert ; ça me rend nostalgique. J'ai adoré travailler avec les musiciens. »

Il y a tout de même eu des flammèches entre l'impétueuse gestionnaire et le bouillant maestro Charles Dutoit. Benoît Gignac, relationniste pour l'OSM, n'oubliera pas de sitôt un concert donné à Joliette en plein conflit syndical. En guise de moyen de pression, les musiciens avaient revêtu le t-shirt noir portant le logo de leur association, plutôt que leur tenue habituelle. Charles Dutoit, qui se trouvait coincé entre l'administration de l'OSM et les musiciens en raison de son poste, était jusque-là resté en retrait du conflit. « Mais ce soir-là, il avait décidé d'enfiler lui aussi le t-shirt pour diriger l'orchestre. Michelle Courchesne était hors d'elle ! Et c'est un euphémisme. »

En 2003, elle se présente aux élections provinciales et est élue dans la circonscription de Fabre, où elle habite. Plus précisément dans le chic quartier de Laval-sur-le-Lac. Mais ses petits tailleurs BCBG sont trompeurs : sous ses dehors bon chic, bon genre, la ministre est une mordue finie de sport ! « Quand j'ouvre la télé, je choisis d'abord le Réseau des Sports. Excepté le baseball et la boxe, je regarde tout. »

Les aréna du Québec, elle les a fréquentés plus qu'à son tour pendant des années afin d'encourager son fils aîné, Jean-Michel, 25 ans, qui a notamment été gardien de but pour les Remparts de Québec. « Elle était tellement stressée pour moi ! se rappelle en riant celui qui a terminé un bac en finances à l'Université McGill. On m'a rapporté qu'elle exécutait les blocages, dans les gradins, en même temps que moi. »

Michelle Courchesne connaît donc depuis longtemps le hockey junior, y compris la violence qui bouscule souvent les parties. Mais la tristement célèbre attaque du gardien Jonathan Roy, des Remparts, contre Bobby Nadeau, des Saguenéens, il y a un an, a fait déborder le vase. La ministre planche sur un projet visant à éliminer les bagarres dans le hockey junior majeur.

« À ma connaissance, c'est la première fois depuis des lustres que quelqu'un ose mettre son nez dans les affaires privées du hockey », commentait alors au bout du fil le chroniqueur de *La Presse* Réjean Tremblay. « Le commissaire de la Ligue de hockey junior majeur du Québec [LHJMQ], Gilles Courteau, devra marcher droit. En tant que femme, Courchesne ne se sent pas liée par la fraternité masculine. Il n'a qu'à bien se tenir. » En septembre dernier, le journaliste — comme de nombreux observateurs — ne cachait cependant pas son extrême déception devant la réaction beaucoup trop favorable à son goût de la ministre aux nouvelles règles proposées par la LHJMQ pour rectifier le tir, intitulant sa chronique : « M me Courchesne : crédibilité zéro ! »

Pierre Boivin, du Canadien, l'admet : « Il faudra que l'idée fasse son chemin. » Et le chemin sera long : le Canadien recrutait en juin dernier un des pires batailleurs de la LHJMQ, Georges Laraque. Celui-là même qui déclarait, au moment de l'annonce de la ministre, que si ce projet se concrétisait, la LHJMQ allait devoir « changer de nom

pour la Ligue des danseuses de ballet du Québec et des Maritimes ».

Qu'importe : Michelle Courchesne pourrait bien finir par marquer un but. Elle est vite sur ses patins. Du hockey à l'Éducation, elle couvre beaucoup de glace. Elle prend de grosses bouchées, mais jusqu'à maintenant tout va bien, souligne Yves Dupré, d'Octane Communications . « On dirait une jongleuse : on lui lance quille après quille et elle n'en échappe aucune. »

Décrocher n'est pas sa force. Sauf le dimanche soir. « C'est le souper de famille et on a intérêt à y être », dit avec affection son fils Louis-Charles. « J'aime tout ce qui touche à la cuisine, avoue la mère. Mon filet de porc aux framboises, ma lasagne et mon rosbif sont assez exceptionnels, me dit-on. J'ai une armoire pleine de livres de recettes et j'en achète encore ! »

Elle ne lit pas que du di Stasio ou du Pinard. Les razzias dans les librairies sont un de ses grands bonheurs. « Pour moi, la lecture est vraiment essentielle dans une vie. Je crois beaucoup à son pouvoir. Internet et la télé, ce n'est pas suffisant. Comment peut-on se développer sans lire ? » Elle aimerait d'ailleurs que la littérature retrouve une place plus importante à l'école. « J'ai une petite nostalgie du cours classique, confesse-t-elle. Sans vouloir retourner en arrière, je crois que cette formation recelait quelques bons aspects qui mériteraient d'être recyclés. »

À quoi ressemblerait son école idéale, si on reprenait tout à zéro ? « Les classes seraient plus petites et le milieu de vie plus à échelle humaine. Mais je ne crois pas aux tables rases. Je ne crois pas non plus qu'il faille sans cesse injecter des millions pour faire mieux. À un moment donné, il faut faire avec ce qu'on a entre les mains. » Quand elle quittera le Ministère, elle voudrait avoir terminé deux devoirs : redonner aux enfants la soif d'apprendre et améliorer leur maîtrise du français.

Son travail ne sera toutefois pas fini. D'autant que Michelle Courchesne serait du bois dont on fait les premiers ministres... « La connaissant bien, je ne crois pas qu'elle ait la moindre velléité d'être à ce poste un jour. Mais qui sait ? » dit Liza Frulla. Si tel est le cas, elle n'en laisse absolument rien transparaître, préférant parler d'un avenir au rythme plus lent. « Par contre, une chose est sûre : en politique ou ailleurs, j'ignore où et comment, mais je demeurerai une femme engagée. J'ai besoin de contribuer à la société. Pour moi, c'est vital. »

Sociologue, Michelle Courchesne ? Soit. Mais guidée par une âme de travailleuse sociale.



cyberpresse.ca

Publié le 05 mai 2009 à 06h20 | Mis à jour à 06h22

Un premier cas grave au Canada



Malgré l'annonce de l'infection d'un de ses élèves, la Collège Charlemagne a ouvert ses portes comme prévu, hier.
Photo: François Roy, La Presse



Pascale Breton
La Presse

Une fillette de l'Alberta était hospitalisée, hier, après avoir été contaminée par la grippe A(H1N1). C'est le premier cas grave de la maladie identifié au Canada.

L'enfant se trouvait dans un état stable hier dans un hôpital d'Edmonton, ont annoncé les autorités canadiennes. Jusqu'à maintenant, les cas rapportés au Canada étaient tous «légers» et n'avaient pas nécessité d'hospitalisation.

Rien n'indique, pour l'instant, que la petite fille ou les membres de son entourage immédiat ont récemment séjourné au Mexique.

«La nouvelle concernant ce premier cas grave n'est pas surprenante et ne changera pas notre plan d'action», a dit hier le Dr David Butler-Jones, chef de la santé publique du Canada.

«Nous ne pouvons expliquer pourquoi cette personne est plus malade que les autres, a-t-il poursuivi lors de sa conférence quotidienne. C'est de toute évidence une combinaison de facteurs relatifs au virus et à la génétique.»

41 nouveaux cas

Les autorités canadiennes ont rapporté hier 41 nouveaux cas confirmés au pays, portant le total à 140. Il s'agit de la plus forte hausse depuis l'apparition du virus, dont la période d'incubation est d'environ une semaine.

Les nouveaux cas ont été répertoriés en Ontario (17), en Colombie-Britannique (10), en Alberta (6), en Nouvelle-Écosse (5) et au Nouveau-Brunswick (1). L'Île-du-Prince-Édouard a annoncé ses deux premiers cas.

Au Québec, le portrait n'a pas changé. On compte toujours trois cas, tous bénins. Il faut toutefois s'attendre à d'autres cas, a prévenu le directeur national de la santé publique, le Dr Alain Poirier.

«Au Québec, nous n'avons que des cas qui proviennent du Mexique, mais avec ce virus installé un peu partout sur la planète, on va voir des cas et de la circulation à l'intérieur des provinces», a-t-il prévenu.

Collège Charlemagne

Hier, c'est surtout la situation au Collège Charlemagne, dans l'arrondissement de Pierrefonds, qui a retenu l'attention. Ce week-end, un cas de grippe A(H1N1) a été confirmé chez une élève qui revenait d'un voyage au Mexique et qui a passé quelques jours en classe avant de tomber malade.

Malgré tout, l'institution d'enseignement a ouvert ses portes comme prévu, hier. «Nous continuons de respecter les consignes qui nous sont émises par la Santé publique et nous allons garder notre école ouverte», a indiqué la directrice générale, Josée Beaudet.

Des infirmières et un médecin ont rencontré les élèves, les enseignants et les employés de l'établissement dans la journée pour les informer de la situation. Une rencontre a aussi été organisée hier soir pour rassurer les parents.

Rien n'indique qu'il faille fermer l'école, a dit le Dr Poirier. «Avec toutes les mesures et les moyens actuels, compte tenu de la virulence, il n'y a pas d'indication» en ce sens, a-t-il indiqué.

Plusieurs parents ont tout de même choisi de garder leurs enfants à la maison hier. D'autres ont voulu conduire eux-mêmes leurs enfants à l'école. L'inquiétude était palpable.

Kira Kovalenok a choisi de ramener sa fille de 6 ans à la maison. «Son nez coule un peu. Je préfère la ramener, même si elle n'est pas malade. J'ai déjà pris un rendez-vous chez le médecin», a dit la mère.

À l'échelle mondiale, le dernier bilan officiel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) fait état de 1315 cas confirmés de grippe A(H1N1) dans 21 pays. De ce nombre, le Mexique compte 26 décès et un autre a été rapporté aux États-Unis.

Pour le moment, l'OMS ne compte pas relever son niveau d'alerte à la pandémie. Il est actuellement de 5 sur une échelle de 6. La phase 6 confirme la présence d'une pandémie, c'est-à-dire que le virus se transmet de personne à personne dans plusieurs pays.

Cheaters don't deserve second chance

THE OTTAWA CITIZEN MAY 5, 2009



There is a big difference between being fair to students and enabling dishonesty and poor work ethic, writes Sofie McCoy.

Photograph by: Pat Mcgrath, The Ottawa Citizen, The Ottawa Citizen

Re: I oppose petition, April 30.

Cheaters never prosper. I will be blunt -- this new "Johnny can't fail" policy is ludicrous. I've read articles and letters arguing both sides of the issue and remain unclear as to how it makes sense to not penalize a student for cheating -- because, although the c-word is notably absent from many arguments, that's what they really mean when they talk about plagiarism.

What I gather from the "for-the-policy" arguments is that plagiarizing is seen as a behaviour, and should be dealt by behavioural modification, such as a detention. I think cheating in any form should be dealt with by giving the student a zero.

Having heard the plagiarism speech in every class for the last four years, the thought of receiving a zero and possible expulsion was more than enough of a deterrent for me to think twice about whether I had sourced a journal correctly, or appropriately quoted an author. If the student won't be fazed by the guilt that should come with doing something immoral, wasting thousands of dollars and having a permanent black mark on his academic record should, for most, be sufficient.

Letter-writer Kathy Malizia argues that we should give students "a second chance" to learn from

mistakes. She presumes those persons who signed teacher Caroline Orchard's petition in support "(have) never ever made a mistake, cheated, lied, etc." Non-sequiturs aside, there is a difference between being fair to students and enabling dishonesty and poor work ethic.

To give students a chance, a teacher might provide concrete feedback on a test and give the class the opportunity to retake it, or assess case-by-case whether a student should be awarded an extension on an assignment. That is, "I had a migraine" might be a good excuse while "I was furthering my musical talents by playing Guitar Hero until 3 a.m." would not.

Sofie McCoy, Carp

© Copyright (c) The Ottawa Citizen



cyberpresse.ca

Publié le 05 mai 2009 à 05h00 | Mis à jour à 06h55

À John F. Kennedy, la majorité s'accroche malgré tout



John F. Kennedy a la réputation d'être une école dure. Vingt-huit pour cent des jeunes qui la fréquentent décrochent, mais 72% s'accrochent.

Photo: Alain Roberge, La Presse



Michèle Ouimet

La Presse

11h35, M. Muoio commence son cours dans le brouhaha. Il enseigne l'anglais en première secondaire. Il a 18 élèves, 18 cas lourds: troubles du langage, dyslexie, syndrome de la Tourette, handicap intellectuel, hyperactivité, troubles du comportement...

Les élèves en difficulté sont regroupés dans des classes plus petites. Maximum 18 élèves. En principe. Mais en réalité, les classes débordent.

Environ 20% des 670 élèves de l'école John F. Kennedy (JFK) ont des problèmes graves d'apprentissage ou de comportement. Ils sont inscrits en cheminement particulier.

«Chut! CHUT!» répète M. Muoio toutes les deux minutes. La classe est agitée, c'est la dernière période avant le dîner. Les élèves ne tiennent pas en place. Ils parlent, bougent, poussent leur chaise qui racle le plancher avec un bruit sourd, rient ou somnolent affalés sur leur bureau. M. Muoio, qui a une voix de stentor, réussit à capter leur attention quelques minutes. Pas plus. Mais ces quelques minutes sont une victoire pour lui.

«On ne peut pas leur demander de rester assis et de lire du Shakespeare, explique M. Muoio. J'ai trois élèves qui ont un niveau de deuxième année du primaire. Ils ne pourraient pas être dans une classe régulière, tout irait trop vite.»

JFK offre des classes de cheminement particulier en première, deuxième et troisième secondaire. En quatrième et cinquième, il n'y a que des groupes réguliers ou enrichis. La plupart des élèves en difficulté ne sont pas prêts à intégrer le régulier. Plusieurs échouent et grossissent les rangs des décrocheurs.

Nathalie Cloutier, elle, enseigne les sciences en quatrième secondaire. Un groupe régulier. Il fait chaud, le soleil tape sur les toiles défraîchies qui ornent les fenêtres. Pendant qu'elle a le dos tourné, les élèves parlent, se lèvent

ou regardent le plafond.

Au loin, une porte claque et une fille crie «You fucking ass!» Deux filles, assises dans le fond de la classe, se lancent une bouteille vide pendant que Mme Cloutier écrit une formule chimique au tableau. Une blonde trop maquillée passe son temps à ricaner.

Imperturbable, Mme Cloutier poursuit son cours. Elle retient l'attention d'une partie de ses élèves, la moitié peut-être. C'est déjà beaucoup.

À l'étage supérieur, Joe Vitantonio n'a aucun problème de discipline. Un simple regard cloue ses élèves dissipés sur leur banc. M. Vitantonio a de la poigne, mais aussi un groupe enrichi de mathématiques de quatrième secondaire. Les «bolés» de l'école. Ici, il n'y a pas de décrocheurs.

M. Muoio, Mme Cloutier, M. Vitantonio. Trois univers, une école, John F. Kennedy, située au coeur du quartier Saint-Michel. Une école publique anglophone de la Commission scolaire English Montreal qui se situe en queue de peloton dans le palmarès de l'Institut économique de Montréal: 457e sur 477, la 477e étant la plus faible. Louis-Joseph-Papineau, sa voisine francophone, est 434e.

JFK est une école à l'architecture classique : un long couloir avec des classes de chaque côté dotées de grandes fenêtres où le soleil entre à flots. Rien à voir avec Louis-Joseph-Papineau, située dix coins de rue plus loin: un bunker sans fenêtre planté dans un champ près du boulevard Saint-Michel.

En apparence, les deux écoles sont semblables: réseau public, quartier pauvre, aucune sélection de clientèle, élèves faibles, atmosphère électrique. Dans les faits, un abîme les sépare. Le taux de décrochage de Louis-Joseph-Papineau est de 58%, celui de John F. Kennedy plafonne à 28%.

Pourquoi? Aucune idée, avouent les experts.

Nathalie Cloutier et Joe Vitantonio sont découragés. Ils enseignent en quatrième secondaire et, pour la première fois de leur carrière, ils héritent des enfants de la réforme.

Ces élèves pataugent dans la réforme depuis le primaire : compétences transversales, bulletin descriptif où l'élève n'est jamais comparé au reste de la classe, pédagogie par projet, fin du redoublement.

«C'est la première fois que je vois des enfants aussi perdus, affirme Nathalie Cloutier. Entre les élèves de cinquième secondaire qui n'ont pas connu la réforme et ceux de quatrième, c'est le jour et la nuit. Ils sont beaucoup plus faibles, c'est incroyable! Il leur manque des notions fondamentales. Quand j'ai vu ce que la réforme avait fait d'eux, j'ai eu un choc.»

«Ils ont de la difficulté à résoudre des problèmes mathématiques, dit Joe Vitantonio. Ils lisent mal et ils ne comprennent pas une question dès qu'elle a trop de mots. Et les mentalités ont changé depuis que le redoublement a été éliminé. Les élèves se disent: "Pourquoi se forcer puisque, de toute façon, on va passer."»

«J'ai des moyennes de 30%, je n'ai jamais vu ça, ajoute Mme Cloutier. Les profs stressent. On veut que nos élèves réussissent et obtiennent leur diplôme. On leur dit: "You need to pass !" Ils nous répondent: "Oh! Relax man, relax!" Si le ministère de l'Éducation ne baisse pas ses exigences pour les examens de fin d'année, le taux d'échec va grimper en flèche. »

Le taux d'échec et, forcément, le taux de décrochage.

La conseillère en orientation Betty Stamatakos est débordée. Elle me montre son agenda. Les pages sont remplies d'une écriture fine. Ce sont les noms des élèves qui veulent la rencontrer.

«Ils ont des problèmes avec leurs parents ou leurs amis, raconte-t-elle. Certains se font intimider. Ils sont anxieux et ils n'ont pas confiance en eux. Ils ont besoin de parler. C'est pour ça qu'il y en a tant qui viennent me voir.»

L'atmosphère est parfois électrique. Les élèves expulsés de leur classe font la queue devant le bureau du directeur et, le soir, la salle de retenue (Detention Hall) est pleine à craquer.

Le McDonald's du coin en a jusque-là des élèves de JFK. «Ils squattent le restaurant, se plaint le gérant adjoint, Nicolas Goyette. La semaine dernière, il y a eu une grosse bataille à l'extérieur, des Asiatiques contre des Italiens. Certains avaient des barres de métal.»

«Avec leurs cellulaires, ils envoient des textos, explique un surveillant, David. Dans le temps de le dire, 50 élèves se retrouvent à l'extérieur de l'école, prêts à se battre.»

David a 31 ans. Il a travaillé plusieurs années à la DPJ. Les ados de JFK ne lui font pas peur. Avec trois collègues, il arpente les couloirs de l'école, un talkie-walkie dans les poches. Il jette un oeil dans les classes et les toilettes et va parfois faire un tour au McDo, histoire de calmer le jeu quand les esprits s'échauffent.

«Nous sommes plus que des surveillants, précise David. On tisse des liens avec les élèves, on leur enseigne la vie dans les corridors. Ils pleurent parfois sur notre épaule. On a toujours une boîte de Kleenex.»

«Je connais le nom des élèves, leur *background*, leurs parents, poursuit un collègue de David, Dwight, un athlète de six pieds six, ancien champion de basket-ball qui a participé aux Jeux olympiques de Séoul en 1988. Un colosse qui dépasse les élèves d'une bonne tête.

John F. Kennedy a la réputation d'être une école dure. Vingt-huit pour cent des jeunes décrochent, mais 72% s'accrochent. Ils le doivent un peu à David et Dwight.

Cyberpresse vous suggère

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

SportsBloggin'

Be prepared for disaster: City

By LAURA CZEKAJ, SUN MEDIA

Last Updated: 4th May 2009, 7:51pm

The recent outbreak of the H1N1 flu virus gave the city's launch of National Emergency Preparedness Week Monday a whole new sense of urgency.

Under a tent set up in Sparks Street Mall yesterday, displays from various emergency organizations touted the importance of people being prepared to cope with natural and man-made disasters.

Although there are no confirmed cases of the flu in Ottawa, public health officials are continuing to monitor several individuals with flu-like symptoms.

"I would not be surprised if we did in fact develop some confirmed cases," said Dr. Isra Levy, Ottawa's medical officer of health.

Ontario's case load rose by 17 confirmed cases, bring the total to 31 yesterday, all of which are considered mild. Canada has registered 140 cases of the flu.

More than 1,000 people have caught the virus worldwide, with the hardest hit being Mexico.

"The good news so far is that the spread outside of Mexico is of a disease that is relatively mild," said Levy.

Public health officials are informing city residents that the best way to prevent the spread of the virus is to wash their hands.

Citizens were advised yesterday to obtain the necessary provisions to get them through the first 72 hours following a disaster, giving municipal and provincial authorities time to mobilize.

Ottawa is not immune to disasters, with harsh winter storms, the 1998 ice storm and the 2003 power outage recent examples of when being prepared paid off, said Deputy Mayor Diane Deans.

In 2005, the city's office of emergency management launched the Are you Ready campaign. To date more than 150 community agencies, residents and businesses have pledged to raise awareness about the importance of being prepared.

"There's only so much that organized society can do," said Levy. "At the end of the day we are all individuals living within the community, we all take care of ourselves, our families, our neighbours."

Disasters can happen anywhere and at any time and the city and its citizens need to be prepared, said Deans.

"The best protection you and your family have from an unforeseen event is to plan ahead of time," she said.

The city is advising residents to build an emergency preparedness kit for their home and vehicles, as well as to develop and evacuation plan.

National Emergency Preparedness Week runs from May 3 to 9.

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved